

## DIOU BIBAN !

### Le président et le facteur

Sale temps pour le président : plus il court, plus il annonce, plus il réforme et plus il plonge dans les sondages, à tel point que de mémoire de V<sup>o</sup> République, on n'avait jamais vu un président tomber si bas. Par quel moyen contourner cette irrémédiable descente qu'alimente son goût du luxe, de nouveau épinglé pour son 5 étoiles au Mexique ?  
Miracle : à la question « *quels sont les politiciens capables de faire bouger les choses ?* » les Français ont répondu : *Sarkozy et Besancenot*. Le paradoxe n'est qu'apparent : pendant que le président bouge en faisant le contraire de ce qu'il a promis, le facteur bouge... en paroles.

Juppé vient de sortir un livre, parce qu'il « *ne se sent pas fait pour la contemplation* ». Façon élégante de se tenir en embuscade, lui qui sait combien la politique a horreur du vide. Un peu comme si Sarkozy était à la politique ce que la politique est à Besancenot ☺

H.D.

## Sony Pontonx

Les salariés retiennent le PDG pour se faire entendre



Devant le blocage des discussions, en fin d'après-midi du jeudi 12 mars, les salariés ont retenu le PDG de Sony France, Serge Foucherou, vendredi matin 13 mars.  
Puis une réunion s'est tenue à la Préfecture avec la direction, le sous-préfet, les représentants du personnel et le directeur départemental du travail. Finalement, le directeur a fait quelques avancées comme un congé de reclassement de 12 mois contre neuf initialement et une enveloppe de 300.000 euros contre 150.000 au départ pour les formations ☺

### Carnet

#### Jean Freire nous a quitté

Jean Freire, vétéran au PCF est décédé le 13 Mars 2009.  
Ses obsèques civiles ont eu lieu lundi 16 Mars au cimetière de Soustons.

Cet intellectuel, écrivain, journaliste, avait connu les moments difficiles de la Résistance à l'occupant nazi et également les luttes du PCF pour la paix et l'indépendance en Algérie dans le temps où ces positions exposaient leurs acteurs à la torture.

Jean Freire a écrit entre autre, « Les maquis au combat » publié en 1970 chez Juillard et a contribué avec Henri Alleg à « La guerre d'Algérie : un état vient au monde » éditeur Temps actuels en 1981.

Il fut journaliste à *Libération* et a assuré à titre bénévole pendant 20 ans la rédaction de « France d'Abord », publication de l'ANACR dont il était membre du Comité départemental.

Membre actif du PCF affilié à la cellule de Soustons, il fut élu pendant plusieurs années conseiller municipal communiste.

Malgré sa maladie, il a participé activement à l'élection de la liste d'union de la gauche au printemps 2008 aux côtés des communistes de Soustons, contribuant à rédiger lettres et tracts en participant aux débats et à la campagne par son rayonnement.

Nous gardons le souvenir d'un camarade chaleureux qui aimait pratiquer un humour corrosif et critique vis-à-vis de son parti tout en restant fidèle à ses idéaux de libération humaine.

Que la vie, la pensée et l'action de Jean Freire demeurent en nous.  
A son épouse, sa famille, ses amis, nos plus sincères condoléances.

## Souscription Permanente

Pour résister à la politique de la droite et de Sarkozy, créer les conditions d'une rénovation à gauche et construire une véritable alternative de progrès, donnons-nous les moyens financiers nécessaires.

### SOUSCRIPTION PERMANENTE

NOM .....  
PRENOM .....  
ADRESSE .....

CODE POSTAL .....VILLE.....

Je fais un don de .....euros au PCF

Libeller le chèque à l'ordre de « Association Départementale de Financement du PCF -ADF-PCF40 », et l'adresser à PCF, BP34, 40001 Mont-de-Marsan cedex. Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt vous sera adressé.

« **Le Front de gauche veut porter politiquement ce qui émerge de la bataille sociale.** »

JEAN-LUC MÉLENCHON

## Le capitalisme prédateur

Il ne se passe pratiquement plus un jour épargné par un nouveau drame social. Derrière les cas les plus emblématiques, indiquant des groupes internationaux ou des stars du CAC40, combien de plans de licenciements, de travailleurs contraints au chômage partiel (que Nicolas Sarkozy préfère appeler « activité partielle »), ne parviennent pas à franchir le mur de l'information nationale ? Et pourtant, chacune de ces décisions, concoctées dans le secret entre des directions et les gros actionnaires avant bien souvent d'être annoncées avec la violence d'un coup de massue, bouleverse un bassin d'emploi, un canton, une ville, fait basculer des vies, brise des familles.

La course à la « rentabilité » aux marges les plus élevées, aux 15% de profit, est menée par des managers presse-citron qui accélèrent les cadences, soumettent les travailleurs, ouvriers et cadres à un stress destructeur, pour réduire les effectifs salariés. Vus des conseils d'administration, les salariés ne sont qu'une variable d'ajustement sur les courbes des profits. Moins d'emploi, davantage de plus-value extorquée sur le salarié... on casse l'outil industriel et on jette les travailleurs au chômage. Les salariés de Sony subissent de plein fouet ces choix économiques.

Ce sont là aussi les effets d'un pouvoir insuffisant dans les couches populaires. Salaires trop bas, actionnaires bien servis. Qui d'autre fait la crise que les tenants du capital ? Qui d'autre paie la crise que l'immense majorité, le monde au travail ?

Et le gouvernement de relancer son opération communication de la « moralisation » du capitalisme. Quelques excès seront corrigés dans les paradis fiscaux lors du G20 de Londres aux allures de poisson d'avril. Chantage à l'emploi, parole reniée, et prédation -tout révoltant qu'il

### RESISTONS SOUS LES PINS

Solidarité tempête—collecte au profit des sinistrés

JEUDI 26 MARS à 18H30

Salle polyvalente de Tartas

18h30. Débat entre les acteurs de la tempête et élus locaux

19h30. Apéritif et buffet froid

21h30. Spectacle gratuit

Soirée à l'initiative de la Caisse Mutuelle des Electriciens et Gaziers en partenariat avec « Chantons sous les Pins ».

# RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

6-8 rue des Forgerons – BP34  
40001 MT DE MARSAN Cedex  
Tél. 05.58.46.41.41 – Fax. 05.58.75.97.76  
e-mail : landes.rep@wanadoo.fr  
Site : http://pcf40.free.fr  
Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN  
C.P. N° 88127 – N° 1808 – 19 Mars 2009

Front  
de  
Gauche  
en  
marche



Jean-Luc Mélenchon (PG)  
et Cathy Daguerre (PCF)  
conduiront la liste du Sud-Ouest pour  
les élections européennes du 7 juin

soit, n'est pas un avatar d'un capitalisme sans morale. L'exigence de profit, l'exploitation, l'indifférence au sort des travailleurs participent de la logique même du capitalisme. Prétendre « moraliser » le capitalisme est une mystification de plus visant à marteler l'idée qu'il n'y aurait pas d'alternative au capitalisme en crise.

Face à des groupes qui jouent la crise contre les emplois, l'interdiction des plans de licenciements dans des entreprises qui font des profits et versent des dividendes aux actionnaires sera une mesure de salut public. Elle ne rendra pas le capitalisme plus « moral », mais commencera à limiter les capacités de nuisance d'un capitalisme prédateur ☺

**TOTAL  
LE CAPITALISME  
SOUS SON VRAI VISAGE**

Le capitalisme sous son vrai visage ! Voilà ce que nous montre la multinationale TOTAL. Malgré un léger recul, TOTAL a réalisé 14 milliards d'euros de bénéfices en 2008. N'en déplaise, comme il lui en faut toujours plus, TOTAL s'apprête à licencier 555 salariés en France, cela sans compter les retombées sur les sous-traitants, et ensuite...

Alors que l'économie s'enfonce un peu plus dans la crise, que l'UNEDIC prévoit 400.000 chômeurs supplémentaires cette année, l'attitude de TOTAL est indécente et irresponsable.

M. Sarkozy ne fait que prêcher la moralisation du capitalisme. Mais au fait quelles décisions prend-il pour interdire les licenciements quand une entreprise engrange des bénéfices ? Quand va-t-il passer aux actes ?

Le groupe « Communiste Républicain et Citoyen et des Sénateurs du Parti de Gauche » n'abandonnera pas les salariés, il va déposer, à nouveau, une proposition de loi tendant à interdire les licenciements par une entreprise qui redistribue des dividendes à ses actionnaires. ✪

**RETRAITES  
LE MEDEF TENTE DE  
PASSER EN FORCE LE  
RECU DE L'ÂGE DE  
DÉPART**

À la 4ème séance de négociation sur la retraite complémentaire (ARRCO-AGIRC) l'attitude du Medef ne fait que se durcir, dévoilant ses véritables intentions. Il vaut créer les conditions d'un recul à 61 ans de l'âge de la retraite et persiste à faire baisser coûte que coûte les niveaux de pension.

Aucune proposition des organisations syndicales n'est retenue.

Le Medef instrumentalise la crise pour imposer de nouvelles mesures de régression aux salariés :

- \* recul à 61 ans dans un premier temps de l'âge de départ en retraite,
- \* Poursuite de la baisse des droits) retraite et du niveau des pensions,
- \* Révision à la baisse des majorations des pensions pour enfants et pensions de réversion.

Pour l'heure, l'ensemble des organisations syndicales rejette les propositions du Medef.

L'organisation patronale se trouve dans l'obligation de présenter un nouveau texte.

A coup sûr il sera largement conditionné par le niveau de la mobilisation de la journée nationale d'action à l'appel des organisations syndicales. ✪

**FRONT DE GAUCHE  
APPEL AU RASSEMBLEMENT  
POUR CHANGER D'EUROPE**

Après leur rencontre du 24 février, la Fédération landaise du Parti communiste et le Parti de gauche landais ont décidé de rendre public l'appel commun suivant : La contestation sociale qui se développe nous montre à quel point les besoins de changement en France et en Europe sont profonds. Des mouvements se construisent, sous des formes différentes, déterminés à faire bouger les curseurs économiques et sociaux, avec une forte volonté d'unité.

Ils expriment le rejet de la politique ultralibérale, de la dictature de la finance, aux conséquences dramatiques pour les Français, portée par le Président de la République et sa majorité. La politique prônée par la social-démocratie française et européenne, cautionnaire du système en place, ne répond pas à leurs attentes. Un profond besoin d'alternative politique en France, en Europe et au plan international s'impose.

La diversité du mouvement social actuel fait sa force et sa richesse, ouvrant d'autres perspectives et offrant un espoir de changement. Ce mouvement ne demande qu'à s'amplifier.

Comment donner du sens à cette dynamique de construction ? Dans les semaines qui viennent, une étape importante peut marquer cette volonté de transformation sociale : les élections européennes.

Par cet appel commun, nos deux organisations manifestent leur volonté de construire, à cette occasion, une liste de large rassemblement, porteuse d'un projet politique s'opposant à l'ultralibéral Traité de Lisbonne et posant la nécessité d'une autre construction européenne.

Une telle liste, construite dans le respect de chacun, peut répondre aux aspirations de toutes celles et ceux qui, dans leurs divers engagements syndicaux, associatifs, citoyens, politiques, sont en lutte contre les politiques libérales en France et en Europe.

Elles sont en effet la cause de tous les maux et désastres sociaux, économiques et culturels. Notre volonté est de rallier, au-delà de nos deux partis, tous ceux qui se reconnaissent dans notre démarche. Notre volonté est de travailler à construire un « Front de Gauche pour changer d'Europe ».

Ensemble, Nous susciterons l'élan populaire qui a permis la victoire du NON au référendum du 29 Mai 2005. Nous ouvrons une perspective politique pour celles et ceux engagés dans le mouvement social puissant et diversifié actuel.

La journée du 29 Janvier 2009 témoigne de la résistance de notre peuple aux logiques capitalistes tout comme la volonté d'unité autour d'un projet fort de changement politique.

En ce sens, nous lançons un puissant appel à créer les conditions d'une construction d'un Front de Gauche dans les Landes, pour changer d'Europe.

Dans les prochains jours, nous proposerons une rencontre à toutes celles et tous ceux qui souhaitent s'engager dans ce Front de Gauche ✪

**Appel  
pour le sport français et le modèle sportif français**

Accès de toutes et tous à la pratique sportive, ambition pour le haut niveau, complémentarité dans la structure fédérale des pratiques amateurs et professionnelles, unité dans le mouvement sportif et olympique des disciplines sportives, respect de l'intégrité physique et psychique des sportifs, respect des règles, formation de l'encadrement, soutien à l'association sportive et à ses bénévoles, aménagement du territoire, mutualisation des moyens, tels sont les objectifs partagés par l'Etat et le CNOSF dans des missions de service public fondées, au fil des décennies, par les lois de la République.

Ce modèle sportif français, construit sur l'idée que la pratique sportive est une activité humaine qui relève de l'intérêt général, a montré son efficacité : onze millions de licencié-e-s et des résultats placent la France au dixième rang des nations lors des Jeux Olympiques de Pékin.

Aujourd'hui, il est mis à mal comme en témoignent les mesures annoncées le 16 décembre par le Secrétaire d'Etat au sports après les mesures régressives du budget 2009 et celles liées à la RGPP : Creps fermés, directions départementales MJS dissoutes,

filières de haut niveau rabougries, budget en berne, le ministère serait transformé en commission du haut niveau ! Les clubs professionnels devenus sociétés anonymes cotées en Bourse et déliées du numéro d'affiliation conféré par l'association sportive, financées par des banques communes à plusieurs clubs.

C'est le départ programmé du sport professionnel de l'entité fédérale, la création de championnats privés coupés du reste des compétitions et donc la fin de la mutualisation des moyens !

Et tout le reste, c'est-à-dire la pratique de masse, les clubs amateurs, la formation, les infrastructures seraient à la charge des collectivités territoriales ! Le mouvement sportif lui-même serait mis devant le fait accompli !

Elu-e-s, bénévoles, sportifs et sportives de toutes disciplines, lancent un appel solennel au Président de la République pour que la réforme du sport professionnel ainsi que les suppressions de postes, de structures et d'établissements soient arrêtées et que s'ouvre sans attendre une véritable concertation sur l'avenir des pratiques et disciplines sportives en France. ✪

**Le Front de Gauche sur les rails dans les Landes**

Vendredi 13 mars, le Parti de Gauche landais et le Parti Communiste Français Fédération des Landes, ont tenu un point presse à Mont-de-Marsan au Cercle des Citoyens pour rendre public l'appel départemental ci-contre que ces deux partis ont adopté en vue des élections européennes de juin prochain.

Les responsables de ces partis ont expliqué les raisons qui les conduisent à se rassembler. Ils vont dans les prochains jours publier leur plan de campagne départemental. D'ores et déjà un meeting en présence des deux têtes de liste est annoncé, ainsi que la tenue d'une initiative par canton. L'ambition de ces deux partis est de construire un processus qui fera bouler de neige avec la constitution d'un Comité départemental du Front de Gauche.

Durant cette période, les deux partis, avec leurs candidats, mèneront une campagne d'explication sur les enjeux du scrutin ainsi que le positionnement des représentants des autres partis politiques au Parlement européen durant cette dernière mandature.

La liste sera composée de vingt personnes issues des partis politiques, du PG et du



Lors de la conférence de presse, des responsables du Parti Communiste des Landes et du PG des Landes, ainsi que Jean-Marc Lespade, Maire de Tarnos

PC, mais aussi de personnes qui souhaitent changer d'Europe et qui se sont engagées en 2005 pour faire gagner le NON, des syndicalistes du monde ouvrier et agricole devraient être présents. Cette démarche de rassemblement commence aujourd'hui à fédérer puisque pourraient

se retrouver sur cette liste des membres d'autres partis politiques, notamment ceux du NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste) qui ne sont pas d'accord avec l'orientation prise dans leur parti. Sera présent sur cette liste Jean-Marc Lespade, Maire communiste de Tarnos ✪



Le capitalisme traverse une crise historique. Chaque jour de nouveaux plans sociaux sont annoncés. La hausse du chômage est dramatique et sans précédent. Les services publics sont démantelés. Les droits sociaux reculent, la catastrophe écologique s'avance. Il est urgent de changer de politique !

Pourtant, l'Union européenne n'a pas su, pas voulu réagir face à la crise. Les gouvernements européens veulent faire payer la note de leur échec aux salariés, aux jeunes, aux citoyens. Ensemble nous voulons saisir l'occasion des élections européennes du 7 juin pour sanctionner les politiques libérales qui ont conduit à ce désastre. Avec le développement des luttes et les mouvements sociaux, dans notre pays comme dans toute l'Europe, le vote du 7 juin sera une nouvelle

occasion de faire entendre la colère et la volonté de choix en rupture avec l'Europe libérale et ses Traités dont celui de Lisbonne. Et d'élire de nombreux députés qui, tous les jours, nous protègent et portent nos préoccupations.

Nous soutenons donc les listes du Front de Gauche pour changer d'Europe, rassemblement ouvert à tous les citoyens et les citoyennes, toutes les forces politiques et sociales, qui défendent une Europe nouvelle, solidaire, de justice et de paix, écologique, démocratique en rupture avec les dogmes néolibéraux et les traités européens actuels.

**Je signe le comité de soutien ci-dessous  
ou en ligne [www.frontdegauche.eu](http://www.frontdegauche.eu)**

**Je soutiens le**



Nom	Prénom	Adresse	E-mail	Signature

À retourner à Fédération des Landes du PC BP 34 6 rue des Forgerons 40000 Mont-de-Marsan